

L'OPINION ET L'INTERVENTION EN SYRIE : DE L'OPPOSITION AU MECONTENTEMENT

Déjà publiés

» N°95 : *L'électorat de l'UDI : plus proche de l'UMP ou du Modem ?*

» N°94 : *2009-2013 : Le Front de Gauche à l'épreuve des urnes*

» N°93 : *Réforme de la justice : les attentes des Français*

» N°92 : *Front du Nord, Front du Sud*

» N°91 : *L'opinion publique face aux violences urbaines : une demande de sévérité accrue*

» N°90 : *Les Français et l'Europe : un divorce en trompe-l'œil*

» N°89 : *Wallons, Suisses romands et Français : une étonnante communauté de pensée*

» N°88 : *Le vote des Musulmans à l'élection présidentielle*

» N°87 : *Les ressorts de la dynamique frontiste dans la 3^{ème} circonscription du Lot-et-Garonne*

» N°86 : *De Gamaches à Saint-Gilles : la base de l'UMP tentée par des accords avec le FN*

» N°85 : *Les Français et la politique de défense*

» N°84 : *Les Français et l'amnistie sociale*

» N°83 : *Le Rolling : un instrument novateur pendant la campagne présidentielle de 2012*

» N°82 : *L'effet caché de l'affaire Cahuzac dans l'opinion*

» L'annonce de l'utilisation massive d'armes chimiques dans la banlieue de Damas à la fin du mois d'août allait provoquer une mobilisation des chancelleries occidentales et mettre l'option d'une intervention militaire internationale au cœur du débat. Ce fut notamment le cas en France où François Hollande et son gouvernement se montrèrent en pointe sur ce dossier.

Nous revenons dans ce nouveau numéro d'Ifop Focus sur les réactions de l'opinion publique française sur cette question syrienne et sur l'impact de la prise de position du Président de la République sur sa popularité.

1. Du déclenchement du conflit à fin août 2013, une perplexité de l'opinion quant à une intervention en Syrie

Du déclenchement des affrontements armés entre les forces régulières et les rebelles au second semestre 2011 à fin août 2013 et l'utilisation d'armes chimiques par les armées de Bachar Al-Assad à l'encontre des rebelles et de la population civile dans la banlieue de Damas, l'opinion française n'a cessé de montrer des signes de scepticisme à l'égard d'une intervention extérieure en Syrie. Si une courte majorité de personnes interrogées lors des diverses études réalisées par l'Ifop s'est toujours montrée favorable à une intervention militaire des Nations Unies, l'approbation ne s'est jamais révélée ferme (entre 15% et 21% d'opinions « tout à fait favorables ») et l'option d'une action en Syrie a toujours rencontré une opposition importante. Au total, depuis nos premières mesures, le niveau d'adhésion à une intervention militaire des Nations Unies pour tenter de mettre un terme aux affrontements entre forces pro et anti-Al-Assad a toujours été légèrement majoritaire, dans une fourchette comprise entre 51% en février 2012 et 59% en mai 2013.

L'adhésion à une intervention militaire internationale en Syrie

	Février 2012 ¹ (%)	Mai 2012 ² (%)	Juin 2012 (%)	Août 2012 ³ (%)	Mai 2013 ⁴ (%)	Juillet 2013 ⁵ (%)	Août 2013⁶ (%)
TOTAL Favorable	51	58	52	52	59	54	55
• Tout à fait favorable	17	20	21	19	21	15	17
• Plutôt favorable	34	38	31	33	38	39	38
TOTAL Pas favorable	49	42	48	48	41	46	45
• Plutôt pas favorable	28	25	26	27	26	26	25
• Pas du tout favorable	21	17	22	21	15	20	20
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100

¹ Sondage Ifop pour Atlantico.fr réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 7 au 9 février 2012 auprès d'un échantillon de 969 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

² Sondage Ifop pour Dimanche Ouest France réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 30 mai au 1^{er} juin 2012 auprès d'un échantillon de 1006 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

³ Sondage Ifop pour Sud Ouest Dimanche réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 6 au 8 août 2012 auprès d'un échantillon de 1004 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

⁴ Sondage Ifop pour Atlantico.fr réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 3 au 6 mai 2013 auprès d'un échantillon de 1009 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

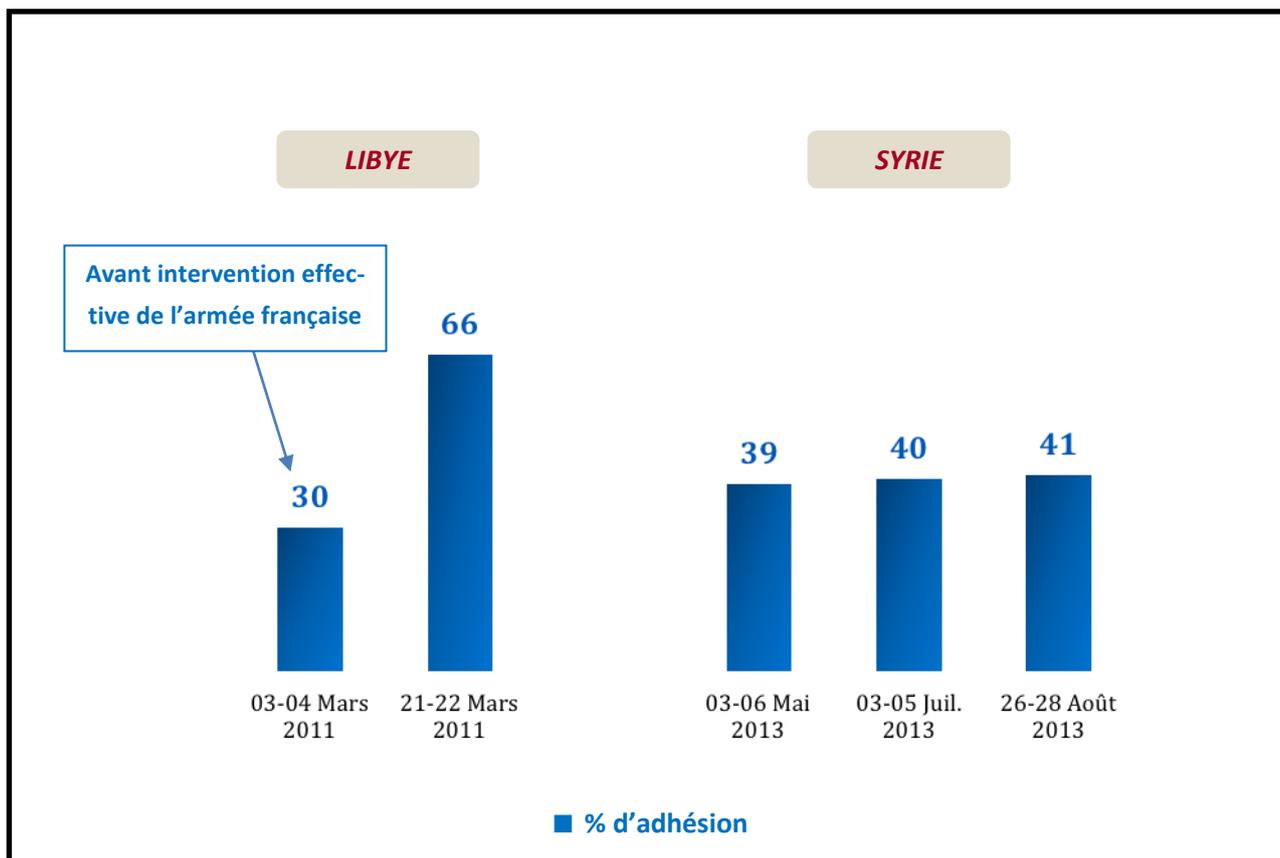
⁷ Sondage Ifop pour Atlantico.fr réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 3 au 5 juillet 2013 auprès d'un échantillon de 1010 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

⁸ Sondage Ifop pour Le Figaro réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 26 au 28 août 2013 auprès d'un échantillon de 1001 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Il est intéressant de constater que ce rapport de force au sein de l'opinion concernant l'opportunité d'une intervention militaire n'a pas évolué depuis des mois, y compris sur la dernière période. Si le recours à des gaz neurotoxiques contre la population civile de la Goutha dans la banlieue de Damas et la large diffusion d'images de victimes a eu un fort impact sur les responsables politiques américains et français et plus généralement sur les leaders d'opinion, un tel effet n'est pas du tout perceptible dans le grand public. L'adhésion à une intervention internationale en Syrie atteignait ainsi 55% fin août (au lendemain de l'attaque) mais elle s'élevait déjà à 54% en juillet dernier et à 51% en février 2012. De la même façon, seuls 41% des interviewés se disaient favorables à une participation française mais ce taux était déjà de 40% en juillet et de 38% en février 2012.

En dépit de cette absence de réaction de l'opinion française, suite à l'attaque à l'arme chimique, il faut néanmoins noter que le niveau d'adhésion à une intervention reste plus élevé qu'à la veille de l'intervention en Libye. En effet, si l'opinion publique française est majoritairement défavorable à une participation de nos troupes à une opération en Syrie et si son jugement n'a pas évolué depuis l'annonce d'un recours massif à des armes chimiques (action correspondant pourtant au franchissement d'une ligne rouge pour les chancelleries occidentales), nos concitoyens ne sont pas totalement insensibles au drame qui se joue depuis plus de deux ans maintenant dans ce pays. L'adhésion à une intervention militaire de l'ONU est en effet de près de 20 points supérieure à ce que nous mesurons au sujet de la Libye en mars 2011 avant le début des frappes alliées (36% à l'époque contre 55% en août 2013). L'écart est moins important mais il atteint quand même 11 points à propos d'une participation française (41% à propos de la Syrie contre 30% à l'époque).

L'adhésion à un engagement militaire de la France dans le cadre d'une intervention internationale en Libye et en Syrie



La comparaison avec le précédent libyen fait également apparaître un très fort écart entre l'adhésion à une opération internationale en Syrie et l'approbation d'une participation française à une telle opération (différentiel de 14 points) alors que ce décalage n'atteignait que 6 points sur la Libye. Cette réaction différenciée de l'opinion s'explique pour deux raisons. D'une part, les sondés ont sans doute le sentiment que la France a récemment suffisamment été en première ligne qu'il s'agisse de la Libye ou plus encore du Mali et que sur le dossier syrien, c'est d'abord aux autres membres de la communauté internationale de s'impliquer. L'opposition encore plus franche à une intervention en Syrie, constatée dans différents sondages, des opinions américaine et britannique, profondément échaudées par les précédents afghan et irakien, s'explique de la même façon. L'autre raison renvoie à la complexité perçue de la situation géopolitique dans la région et à la nature des forces composant la rébellion. Ainsi, selon un sondage Ifop réalisé en mars 2013 pour le site Atlantico.fr, 61% des Français étaient opposés à la livraison d'armes à l'opposition syrienne car les risques qu'elles tombent aux mains de groupes islamistes étaient élevés, contre 26% qui soutenaient cette intention des autorités françaises dans un souci de contribuer à un rééquilibrage des forces en présence.

2. Une amplification de l'opposition à l'intervention après les tergiversations britanniques et américaines

Si l'utilisation massive d'armes chimiques par l'armée syrienne n'a pas entraîné de dynamique en faveur d'une légitimation de l'intervention des Nations Unies et de la France, les tergiversations du Royaume-Uni et des Etats-Unis semblent en revanche avoir eu raison de la volonté d'une partie de l'opinion française d'agir militairement pour résoudre le conflit. Les velléités d'action britanniques, portées par le Premier ministre David Cameron, condamnées par la chambre des communes britannique, et le choix du Président des Etats-Unis Barack Obama de remettre à quelques jours et de soumettre au vote du Congrès la décision d'intervenir, ont en effet généré une forte baisse du niveau d'adhésion à une intervention militaire en Syrie au sein de la population française. Le manque de cohésion internationale a grandement altéré la légitimation d'un tel projet et sa faisabilité aux yeux de l'opinion française. La proportion de personnes favorables à une action militaire internationale a ainsi chuté de 55% fin août 2013 à 36% au début du mois de septembre, tandis que la proportion des soutiens à un engagement militaire de la France dans le cadre d'une telle intervention est passée de 41% à 32% selon un sondage Ifop réalisé pour Le Figaro.

L'évolution de l'adhésion à une intervention militaire en Syrie après les tergiversations britanniques et américaines

	Adhésion à une intervention militaire internationale		Adhésion à un engagement militaire de la France dans le cadre d'une intervention militaire internationale	
	26-28 Août 2013 (%)	6-8 Sept. 2013 ⁷ (%)	26-28 Août 2013 (%)	6-8 Sept. 2013 (%)
TOTAL Favorable	55	36	41	32
• Tout à fait favorable	17	9	10	8
• Plutôt favorable	38	27	31	24
TOTAL Pas favorable	45	64	59	68
• Plutôt pas favorable	25	29	27	29
• Pas du tout favorable	20	35	32	39
TOTAL.....	100	100	100	100

Au terme de cette séquence, et signe de l'intensité de l'opposition à ce projet, l'opinion française se rapproche de la position de son homologue allemande, traditionnellement très rétive à des interventions militaires. En septembre 2013, 37% des Allemands se montraient favorables à une intervention militaire en Syrie (contre 36% des Français) et seulement 23% d'entre eux se positionnaient en faveur d'un engagement militaire de l'Allemagne (contre 32% des Français).

⁷ Sondage Ifop pour Le Figaro réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 2 au 5 septembre 2013 auprès d'un échantillon de 1003 personnes, représentatif de la population allemande âgée de 18 ans et plus et du 4 au 6 septembre auprès d'un échantillon de 972 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

3. Des lignes de fracture sociologiques et politiques

L'analyse des résultats observés au sujet d'un engagement militaire en Syrie fait ressortir des clivages de deux ordres parmi la population hexagonale. Le premier est sociologique. Si les catégories socioprofessionnelles les plus aisées adhèrent à 51 % à une participation française, les milieux populaires, beaucoup plus préoccupés par les problématiques quotidiennes et domestiques, sont nettement plus réfractaires, puisque seulement 28% approuveraient une telle opération. De la même façon qu'une large majorité des employés et des ouvriers avait mal compris il y a quelques mois que le gouvernement fasse du mariage pour tous l'une de ses priorités, le déclenchement d'une intervention militaire en Syrie, si elle était d'envergure, serait perçu comme une dépense de moyens et d'énergie injustifiée alors que le chômage et la dégradation du pouvoir d'achat frappent douloureusement ces catégories.

Le second clivage est de nature politique sans pour autant renvoyer parfaitement à la traditionnelle opposition droite/gauche. A gauche, une courte majorité de sympathisants socialistes (52%) soutient par réflexe partisan et par conviction le projet d'intervention porté par François Hollande et le gouvernement. Mais les électeurs du Front de gauche (seulement 44% de soutien) et d'Europe-Ecologie/Les Verts (49%) par fidélité à leurs convictions pacifistes traditionnelles désapprouvent à une courte majorité le recours à la force. A droite, et sans doute d'abord par réflexe partisan, les proches de l'UMP n'étaient plus en septembre que 24% à soutenir une éventuelle opération française alors qu'ils affichaient le plus fort taux d'approbation lors de l'intervention en Libye, déclenchée, il est vrai, par Nicolas Sarkozy. L'électorat du FN, historiquement hostile à un engagement de soldats tricolores sur des théâtres étrangers, *a fortiori* au Proche-Orient, est opposé, quant à lui, à 83% à ce projet.

L'évolution des résultats observés avant et après les tergiversations britanniques et américaines sur l'hypothèse d'engager une action armée pour résoudre le conflit montre que la baisse de l'adhésion s'est produite de manière uniforme parmi l'ensemble des segments sociodémographiques de la population. Les différents événements n'ont de ce fait pas amplifié de manière significative les clivages en fonction de la catégorie socioprofessionnelle d'appartenance observés initialement. Néanmoins, les clivages politiques apparus alors s'en retrouvent exacerbés. Jusqu'à alors partagés ou légèrement défavorables sur la question d'un engagement militaire français, les sympathisants centristes et de l'UMP, dont les leaders ont pris position pour condamner très fermement cette option, basculèrent alors très majoritairement dans le camp de l'opposition à une intervention en Syrie et firent front devant la ferme volonté affichée par le Président de la République François Hollande de condamner l'utilisation de gaz sarin par les armées de Bachar Al-Assad (38% auprès des sympathisants du MoDem, soit -27 points en dix jours ; 38% auprès des sympathisants de l'UDI, soit -15 points ; 24% auprès des sympathisants de l'UMP, soit -16 points).

Ce choix politique risqué fait par François Hollande ne s'est pas uniquement traduit par un durcissement de l'opposition de droite ; il a également eu des répercussions plus globales sur la popularité du Président de la République et sur le jugement sur son action. La perte de 5 points observée en septembre dans le baromètre Ifop-Le Journal du Dimanche, établissant un record d'impopularité pour un Président sous la cinquième République, s'explique certes par le « ras-le-bol fiscal » mais l'analyse des verbatims des

questions ouvertes indique que la question syrienne a également contribué de manière significative à ce nouveau décrochage. Que les interviewés indiquent leur colère face à une intervention coûteuse alors que la situation du pays est très dégradée et que d'autres priorités existent, qu'ils s'opposent par principe ou au nom de considérations géopolitiques à une opération dans cette région ou qu'ils redoutent l'isolement de notre pays et la mort de soldats, le sujet de la Syrie était présent dans pas moins de 26% des réponses des personnes interrogées par l'Ifop sur les raisons de leur mécontentement. Alors que la belle réussite de l'opération Serval au Mali ne s'était traduite que par une très légère remontée de la cote de popularité du Président de la République en janvier dernier, le volontarisme affiché au sujet de la Syrie, même s'il n'a pas abouti à une intervention militaire, aura donc eu un coût non négligeable dans l'opinion.

Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur www.ifop.com

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.

Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises

Esteban Pratviel – Chargé d'études Senior au Département Opinion et Stratégies d'Entreprises

jerome.fourquet@ifop.com

esteban.pratviel@ifop.com